

Agriculture : « Il est urgent de produire moins mais mieux »

Pour Arnaud Clugery il y a urgence à ce que la Bretagne agricole « produise moins mais mieux ».



Photo DR

Arnaud Clugery
Directeur et porte-parole
d'Eau et rivières de Bretagne

● Nous serions des écologistes déconnectés du monde réel, résistants au progrès. Nous ne serions qu'une « certaine frange de la population », des acharnés qui poussent au désespoir les entrepreneurs courageux dont la survie dans un marché globalisé dépend de leur capacité à s'agrandir toujours plus. Nos détracteurs se plaisent à nous moquer, à être aveugles face à tous ces indicateurs qui mettent en évidence les limites du fameux « modèle agricole breton ». Du côté de la justice, par exemple. Les juges, saisis par Eau et rivières de Bretagne, viennent de prononcer l'annulation de deux autorisations d'extension d'élevage en baie de Douarnenez, territoire victime des marées vertes. Le tribunal administratif a souligné que ces extensions de porcheries auraient dû être soumises au préalable à de véritables évaluations environnementales. Déjà, en 2021, la Cour des comptes observait « la faible qualité des dossiers de demande de création ou d'extension d'élevage ». La loi de notre république ne s'appliquerait-elle pas à l'élevage industriel hors-sol ? Les préfets successifs s'assoient sur les multiples décisions de justice comme sur les recommandations de la Cour des comptes. Serait-ce une volonté délibérée pour les représentants de l'État d'ignorer l'intérêt général, leur façon d'acheter la paix sociale ? Les Bretons, embarqués depuis plus de cinquante ans dans l'industrialisation de l'élevage, sans qu'on ne les consulte jamais, se

posent eux aussi des questions. Tous savent désormais que malgré les progrès enregistrés jusqu'en 2015, la plupart de nos rivières restent encore polluées par des nitrates, à plus de 90 % d'origine agricole ; que le littoral se couvre toujours d'algues vertes ; que l'eau potable qui se fait rare est en plus polluée par les pesticides ; que l'ammoniac ne fait pas que sentir mauvais, il est aussi un précurseur de particules fines. Tous se demandent comment on peut entasser à Landunvez 14 000 cochons dans une seule ferme-usine sans que cela ait un impact sur la nature et la santé des habitants (...). Tous commencent à admettre que ces pollutions sont liées à ce fameux modèle de production de masse dépassé - largement dépendant du soja OGM d'Amazonie, des importations d'engrais et d'énergie - bien éloigné du concept de souveraineté alimentaire porté par la Via Campesina en 1996 au Sommet de l'alimentation à Rome et qui promeut l'autonomie des paysans. Seul l'État semble rester sourd à ces messages clairs de la justice et des citoyens et continue comme si de rien n'était à accorder toutes les autorisations demandées et à régulariser a posteriori toutes les irrégularités constatées. Reprenant un « élément de langage » habituel de certains représentants de la profession agricole, le préfet du Finistère expliquait encore ainsi récemment que la solution à ce qui est d'abord pour lui un problème de cohabitation était le « dialogue ». L'État va-t-il continuer à mener la Bretagne dans le mur ? À précipiter les agriculteurs vers l'inexorable gouffre des agrandissements ? Ou va-t-il enfin se décider à regarder la réalité en face : la Bretagne n'en peut plus de ces excès. Il faut aujourd'hui des actes forts de soutien à l'agriculture sous cahier des charges engagés et particulièrement le label AB. Il est urgent d'agir pour un autre modèle agricole et agro-alimentaire, produire moins et mieux, pour la Bretagne et ses rivières, pour les Bretons, pour l'agriculture paysanne écologique et pour demain.